

•Avril-Mai 2018 • Numero 161•
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

Les Réformes, on n’en Veut plus

Sommaire

- L’édito de Jean-Luc Gonneau : Défions-nous des «réformes».

- Le macronisme comme faute de goût: un président cultivé ? Peut-être, mais Yann Fiévet va un peu plus au fond des choses. Et là…

- Comment réussir sa vie : les premiers de cordée, on s’en doutait, ce n’est pas la tasse de thé de Jacques-Robert Simon.

- La Grève et «besoin de grève» : Une réflexion stimulante de Jacques Wajnsztejn sur la place de la grève dans le corps social au 21e siècle. (texte paru dans *Temps Critiques*)

- Leçons de grève: «Une grève est une manière de plaque tectonique en mouvement au sein d’une société», nous dit Saül Karsz. «La confondre avec les petits et grands inconvénients subis par des individus et des familles dans leur quotidien rabaisse une expérience historique en un banal avatar domestique». (texte paru dans *www.pratiques-sociales.org)*

**- L’Europe et ses temporalités :** Les élections européennes approchant, il est utile de se repencher sur l’historique de la construction européenne. Pour **Michel Rogalski,** construire une Europe sur d’autres bases est une priorité pour faire de ces élections un enjeu concret. (texte paru dans *la revue Recherches internationales http://www.recherches-internationales.fr*)

- Au restaurant Gîte des Monges : Nous avons retrouvé dans nos tiroirs quelques textes de l’écrivain et nouvelliste breton Hervé Mesdon que nous n’avions pas publié avant sa disparition. En voici encore un, toujours élégant et sensible.

- Veillée d’armes : ça sent la guerre, pense André Bellon dans une courte mais pertinente réflexion sur les conflits en cours.

*- Bonus :* Quatre photos-montages désopilants ou démonstratifs glanéssur le net et dans le réjouissant «Journal people» de Benoist Magnat.

* Edito : Défions-nous des Reformes

*Par Jean-Luc Gonneau*

*Au risque de nous répéter, nous insistons souvent dans notre gazette sur la perte ou le changement de sens des mots. Il en est ainsi pour le mot réforme, et ce depuis (presque) toujours. Réformer peut signifier rétablir une forme ancienne, tout aussi bien que lui en substituer une nouvelle, en principe pour l’améliorer, mais pas forcément. Débrouillez-vous avec ça, nous dirons les étymologistes.*

*Et de fait, les corps et les acteurs sociaux se sont bricolé leur sens à eux. Pour les militaires, réformer, c’était mettre au rancart les hommes (les demi-soldes post premier empire, par exemple) ou les chevaux. Au temps pas si lointain du service militaire obligatoire, on réformait les conscrits considérés comme inaptes. Dans cette conception, pas question de toucher à l’institution. Dans le domaine religieux, la réforme est étroitement liée au protestantisme, qui prétendra améliorer les institutions religieuses mais sans toucher à dieu, juste un peu à sa maman et à ses saints). Quant aux politiques, ils se sont jetés goulûment sur le mot. A gauche, on vit apparaître un courant réformiste, en concurrence avec le courant révolutionnaire et d’autres à cheval entre les deux. Les réformistes prétendaient, et prétendent toujours, œuvrer par les réformes à améliorer le sort du plus grand nombre. Notons qu’ils n’y parvinrent, à quelques exceptions près, qu’avec le soutien des courants plus ou moins révolutionnaires. L’exemple le plus éclairant est celui des conquêtes sociales du Front populaire.*

*Les réformistes issus de la gauche ont vite fait des petits au centre et à droite (on est gentil, là, aurait écrire à droite et à droite). Parfois revendiqués comme réformateurs, histoire peut-être de se distinguer sur la forme. Le réformiste ou réformateur de droite ne s’embarrasse pas de l’objectif du mieux-être du plus grand nombre. Son discours peut le prétendre, mais les actes le démentent le plus souvent. Le pompon en la matière, pourtant difficile à décrocher après le quinquennat de Sarkozy et lois Hollande-Valls sur la sécurité, Hollande-Macron (déjà)-El Khomri sur le droit du travail et le projet Hollande sur la déchéance de nationalité, appartient incontestablement à l’actuel président de la république, qui n’a que le mot réforme à la bouche pour réformer à la fois au sens militaire et pour le mieux-être de quelques-uns.*

*Il convient donc de se défier du mot réforme et en conséquence d’iceux qui l’emploient. Quoi à la place ? François Hollande, on s’en souvient peut-être, avait utilisé le mot changement («c’est maintenant», disait son slogan alors qu’il s’empressa une fois élu de prendre six mois de quasi vacances politiques avant de commencer à «réformer», à tort, à travers et plus rarement à bon escient. Exit donc changement. La bonne vieille révolution ? Son histoire est souvent sanglante, ce qui crée certaines appréhensions chez une partie non négligeable de la population. Certaines commencent dans l’euphorie (1917, Castro, Chavez) mais finissent mal ou moins bien, même si les couches populaires peuvent y trouver même à terme, même imparfaitement, leur compte. La révolution portugaise de 1974 est unique en son genre, conduite par des militaires qui s’engagèrent, et tinrent parole à rendre le pouvoir aux civils, alors que généralement les «révolutions» militaires ne sont que des coups d’état. Elle fut et demeure libératrice pour le peuple portugais, même si son volet social fut écorné par la cohorte de réformateurs civils de gauche et de droite qui lui succédèrent. Progressisme ? Le mot est plus idéologique que programmatique. Pendant longtemps, le progressisme fut considéré comme une idéologie liée à la gauche, et notamment à une mouvance tiers-mondiste qui voulait secouer le joug des puissances coloniales ou para-coloniales et dans certains cas des pouvoirs religieux (Mustafa Kemal Atatürk, Gamal Abdel Nasser…). Las ! Voilà notre président qui se prétend progressiste.*

*Finalement, la proposition de Jean-Luc Mélenchon, la révolution par les urnes, alliant le romantisme qui demeure une composante de l’image de révolution et l’objectivité (toute relative, on le sait) du verdict des urnes, nous semble une bonne idée. Pas très marketing, peut-être, mais intelligente, ce qui est souvent le cas des idées pas très marketing.*

* Lê Macronisme comme Faute de Gout

*Par Yann Fievet*

Notre monarque est cultivé, clame-t-on un peu partout. En comparaison de ses deux prédécesseurs, c’est indéniable. Les contrastes encouragent l’admiration. Il affiche indiscutablement une culture livresque, celle qu’acquierent les individus doués d’une grande capacité d’ingurgitation cognitive et qui ont eu de surcroît la chance de croiser parfois sur leur route quelques brillants esprits. Pour la culture patiemment forgée à la rencontre profonde des choses et des êtres, rencontre qui ajoute au livresque l’intelligence du discernement vrai et la sensibilité nécessaire à la bonne compréhension du monde, il faudra repasser. Emmanuel 1er a cependant des excuses à faire valoir : une existence trop dorée ne favorise certes pas la stimulation du sensible. Trois faits observés au royaume de France en ces temps troublés de la médiacratie exacerbée vont nous permettre d’illustrer la trompeuse confusion.

La première incongruité est tombée lors du dernier salon du livre à Paris le mois dernier. Le Souverain que l’on dit jupitérien – sans doute à juste titre – jeta son dévolu sur cette grande fête de la culture littéraire pour faire ce qu’il crut être un coup politique de première grandeur. Voulant montrer à la Russie de M. Poutine, en solidarité avec la Grande-Bretagne, sa désapprobation dans l’affaire des espions empoisonnés outre-Manche récemment, M. Macron décida d’ignorer superbement le carré des écrivains russes particulièrement bien en vue sur le salon. Ce n’est assurément pas un coup de maître et nombre d’amateurs ne s’y seraient pas même risqués. Surtout pas les amateurs – pardon, les amoureux - de la littérature russe qui savent ce que la culture européenne doit aux écrivains de ce grand pays à l’histoire tellement tourmentée. Le geste monarchique ici incriminé est doublement imbécile : il méconnait l’indépendance d’esprit des écrivains russes vis-à-vis de M. Poutine ; il rate sa cible en supposant que M. Poutine puisse être affecté en quoi que ce soit par le mépris affiché officiellement pour les écrivains de son pays. On eût aimé que dans la circonstance ces écrivains-là soient invités à l’Elysée, histoire de les encourager à maintenir au firmament le flambeau de la critique cultivée des régimes politiques autoritaires et corrompus. Cela aurait été un sacré pied de nez à l’hôte omnipotent du Kremlin. Hélas, nous savons que M. Macron préfère inviter, à Versailles désormais, les grands patrons de la planète pour peaufiner une autre culture, celle du profit à tout prix, au prix du sacrifice - entre autres méfaits - de la culture désintéressée.

Au début du mois de mars dernier, M. Macron a en revanche reçu officiellement le Premier Ministre du Québec, Philippe Couillard. Chacun connait en France l’attachement des Québécois pour la langue française et leur combat séculaire contre l’anglo-américain, condition sacrosainte de la préservation de leur identité culturelle. Pourtant, ce qui est beaucoup moins connu chez nous c’est le fait que Philippe Couillard, homme politique libéral fédéraliste, ne cesse de donner des coups de canif dans la loi 105 qui a imposé le français langue de travail au sein des entreprises de la « belle province ». Lors de sa réception à Paris, encore capitale de la francophonie à ce qu’il paraît, le cousin d’outre-Atlantique trouva un allié de poids en la personne de son hôte élyséen. Il l’entendit affirmer avec conviction : «Parler l’anglais renforce la francophonie.» M. Couillard n’avait plus qu’à ajouter que la majorité des Québécois pensent comme M. Macron, ils veulent défendre le français, mais souhaitent apprendre d’autres langues. Cette grotesque couillonnade aurait bien pu être ponctuée d’un vibrant «vive le Québec anglophile !». A Colombey, le grand Charles a du tressaillir.

Le troisième évènement reste à venir. L’an prochain, la France devrait commémorer le cinq-centième anniversaire de la mort de Léonard de Vinci. Ramené dans les bagages de François 1er après la bataille de Marignan, le génie de l’art pictural féru de sciences et de techniques novatrices passa les quatre dernières années de sa vie au manoir du Clos Lucé près du château d’Amboise. Certes, l’un des plus flamboyants acteurs de la Renaissance doit être célébré à sa juste valeur. Et là encore, l’imagination est au pouvoir. Une première idée, germée dans l’esprit de la Ministre de la Culture, Françoise Nyssen, s’apprête déjà à tomber à l’eau. Il s’agissait de prêter La Joconde l’an prochain à d’autres musées. Or, cette peinture sur bois de peuplier est des plus fragiles et par conséquent le musée du Louvre va s’opposer à son transport jugé trop dangereux. Les caprices des princes ont parfois des limites. Parfois mais pas toujours. Une autre idée va hélas voir le jour en 2019 : une chasse-à-courre présidentielle se déroulera à Chambord, symbole macronien de la petite renaissance contemporaine de la France. Le grand Léonard va sûrement lui aussi se retourner dans sa tombe avant de partir d’un grand rire. En se souvenant de son talent qui a traversé les siècles il s’apercevra que certaines de ses inventions soulignent à merveille le macronisme. Adepte du clair-obscur, il perfectionna sa technique du sfumato (embrumé) qui adoucit les contrastes et améliore le réalisme des paysages. Comment mieux faire passer la pilule des réformes ? Et que dire de la Machine à polir les miroirs imaginée par Vinci ! Les médias de masse ne jouent-ils pas aujourd’hui opportunément ce rôle pour le rayonnement du Prince ? Décidément, notre époque a la culture qu’elle mérite ! Et le monarque de s’en servir habilement.

* Comment Réussir sa Vie

*Par Jacques-Robert Simon*

L’inné, l’acquis, la bonne fortune, l’abîme des drames, le hasard, la nécessité : qu’est-ce qui permet de vivre avec le sentiment d’avoir réussi sa vie ? Réussir sa vie aux yeux des autres ? À ses propres yeux ? Il est possible de penser que l’on a réussi sa vie lorsqu’on est le premier ou parmi les premiers d’un domaine quelconque. Le besoin de se mesurer à autrui habite chacun dès les plus jeunes âges et est relativement facile à satisfaire : le bambin court rapidement plus vite que son papy. Déterminer le meilleur d’une course à pied semble facile à faire : la mesure est aisée.

Depuis les Jeux Olympiques de Moscou en 1980, toutes les places en finale de la course de 100 mètres ont été monopolisées par des sprinters noirs ayant une ascendance récente ouest-africaine. Ces résultats peuvent s’expliquer par des prédispositions génétiques et un environnement adéquat. Un gène a été identifié qui serait responsable de la vélocité des sprinters noirs. Il ne devrait y avoir aucune gêne à admettre cette origine génétique : il y a environ 100 000 ans, tous les hommes vivaient en Afrique, les autres peuplades se sont créées par la suite à partir d’immigrés. Les Eurasiens ont dans leur génome entre deux et quatre pour cent de gènes de l’Homme de Néandertal qui préexistait à la venue de l’Homo Sapiens. Les habitants de l'Afrique subsaharienne sont dépourvus de gènes néandertaliens. Les uns et les autres montrent donc des différences génétiques, ce qui ne justifie aucune hiérarchisation entre eux. La base génétique influence les caractéristiques physiques et mentales de tout individu, mais elle ne détermine pas complètement sa vie. Les jumeaux homozygotes développent, par exemple, des circuits cérébraux différents induisant des comportements variés, quelquefois même contradictoires. L’épigénétique décrit toutes les modifications transmissibles aux descendants non originellement actives de la séquence d’ADN. Le parcours d’une vie n’est pas figé à la naissance, la quasi-totalité des champs des possibles est accessible à tous.

Le parcours d’une vie peut être vue comme une planche de Galton faite de nombreux obstacles disséminés d’une façon plus ou moins erratique et au sommet de laquelle on laisse tomber des boules. La boule choque chacun des obstacles sans que l’on puisse prévoir la direction prise après le choc. À la fin de ses tribulations, la boule gagne une des boîtes situées au bas de la planche. La probabilité d’atteindre une boîte donnée n’est pas la même pour toutes les boîtes : la plus proche du point de départ sera la mieux emplie, mais les autres sont aussi atteintes. La distribution dans les boîtes suit approximativement une courbe en cloche dite de Gauss.

La vie réserve nombre de chocs et de rencontres et si à chacun de ceux-ci vous appliquez une tendance, une préférence, une envie, un désir, toujours le même, vous finissez quelquefois par arriver là où vous souhaitiez. *«Le talent n’existe pas… Le talent c’est d’avoir envie de faire quelque chose.»* C’est cette envie, si vous la conservez malgré les innombrables aléas de la vie, qui vous fera peut-être atteindre une partie de vos rêves… ou pas. Sans cette passion on dérive vers les passions tristes.

Chacun n’est pas identique pour affronter les tribulations de la vie, mais on peut essayer de les rendre égaux : le point de départ ne devrait pas déterminer les points d’arrivée avec trop de constance. L’éducation devrait tendre à donner les mêmes chances à chacun. Le quotient intellectuel est censé fournir une mesure de l’intelligence humaine, clé de tous les devenirs. Personne ne saurait définir ce qu’est exactement l’intelligence. Selon les tests de QI, les européens montrent des scores dans la fourchette 87-105, les américains 69-94 et les personnes de l’Afrique sub-saharienne 59-89 (le plus grand nombre marquant le plus intelligent). La distribution des résultats montre un grand recouvrement ce qui laisse une chance à chacun d’être meilleur que son voisin quelle que soit son origine. Mais un chiffre ne peut pas résumer un homme. Le problème survient lorsqu’on considère que citer des fragments plus ou moins obscurs de Spinoza représente une bien plus grande valeur qu’un exploit athlétique. Le «racisme», ou plutôt le mépris d’un groupe d’individus, provient de la hiérarchisation des savoirs. Les hommes ont un cerveau plus volumineux que celui des femmes ? Mais qui peut prétendre que leur apport à la société en est inférieur ? Ce ne sont pas les différences d’intelligence ou d’aptitudes ce sont les mécanismes de domination mis en place qui produisent le mépris.

Dans le parcours d’une vie pour lequel les rencontres sont si importantes, la motivation, l'effort, le sentiment d'efficacité, l'autodiscipline, la fiabilité ont un impact considérable sur les résultats pouvant être attendus. La chance de rencontrer les bonnes personnes au bon moment est un facteur d’épanouissement décisif, grâce à la chance pour beaucoup, grâce à un soigneux tri des relations sociales pour quelques uns. Écrivains, artistes, scientifiques... Leur capacité à inventer repose non pas sur une quelconque mesure de l’intelligence mais bien plutôt sur leur capacité à rester eux même quitte à gérer des émotions fortes et souvent contradictoires.

Les savoirs livresques ont historiquement servis plus pour dominer la multitude que pour contribuer au progrès, aux découvertes, aux inventions, aux techniques. L’expérience et l’expérimentation sont à la source de la très grande majorité des *savoirs utiles*. Mais un artiste de la main ne peut communiquer son savoir que par l’exemple, c’est à dire à quelques uns. Les *savoirs inutiles* peuvent être épandus devant plusieurs centaines d’étudiants emplissant un amphithéâtre. Les artisans ne savent pas briller dans les salons, ou du moins pas toujours. Ils ont du mal à former des écoles, des clans, des fratries. Les intelligences alternatives associées aux métiers manuels sont des producteurs de diversité qui devrait rendre impossible le mépris plus ou moins dissimulé des uns vis à vis des autres en démontrant le grand choix des futurs possibles.

L’apport d’énergie est indispensable au maintien de tous types d’organisation sociétale. L’énergie nucléaire peut pourvoir aux besoins des occidentaux, le photovoltaïque et l’éolien peuvent être utilisés partout où la dissémination de la technologie nucléaire serait périlleuse. En alliant toutes les sources raisonnables d’énergie, la planète pourra à peu près être alimentée au niveau actuel, mais guère plus. La robotisation est déjà très poussée dans le domaine des productions industrielles et agricoles, le numérique va par contre dévaster les savoirs inutiles liés aux monstrueuses bureaucraties engendrées pour faire acheter ce dont on n’a pas besoin. Les producteurs et les fabricants de biens vont retrouver par conséquent leur importance, le foisonnement de la désormais trop nombreuse cohorte des hommes de papier va trouver ses limites. La distribution, la réglementation, la consommation ont été prodigieusement compliquées afin d’éponger les masses estudiantines ne sachant rien faire d’autre que de diriger les autres. Le système scolaire dans lequel le savoir manuel et technique est tenu pour partie négligeable fournissait ces multitudes. L’heure est revenue d’associer la valeur à l’utilité.

La «réussite» dépend pour l’essentiel du regard des autres. Internet permet de ne pas se limiter aux proches pour trouver la nécessaire résonance. Les intelligences de la main comme de l’intellect étant bientôt toutes deux reconnues à leur valeur, la plupart des gens qui s’en donneront la peine pourront avoir le sentiment d’avoir réussi leur vie. La compétition ne servira plus qu’à classer des semblables, laissant le plus intéressant ailleurs : *«La vulgarité des premières places, ce qui compte ce sont les places à part.»…*

Greve et «Besoin de Greve»

*Par Jacques Wajnsztejn*

Le mouvement du Tous ensemble de 1995 a été la dernière représentation d’une lutte collective au-delà de la stricte perspective classiste, mais sans qu’affleure une tension vers la communauté humaine puisque le mouvement est resté centré sur la défense de la condition salariale à travers le refus de la réforme de la Sécurité sociale, pilier du mode de régulation fordiste des conflits de classes. Si référence communautaire il y eut, ce n’était que celle de la communauté du travail encore soudée, tant bien que mal, par la conscience ouvrière d’une réciprocité dans l’échange charges/cotisations sociales et sa sécurisation dans le cadre d’une gestion par des organismes paritaires incluant les syndicats de salariés.

C’est ce modèle —ou du moins ce qu’il en reste —qui est à nouveau attaqué aujourd’hui avec l’augmentation de la CSG, mais avec beaucoup plus de difficultés pour s’y opposer puisque le rapport social capitaliste n’est plus aussi dépendant du rapport capital/travail pour sa reproduction et sa valorisation. C’est la notion même d’échange cotisations/prestations sociales qui ne fait plus sens immédiatement, ni pour les patrons ni pour une population active qui a largement perdue trace de son origine ouvrière et dont une fraction composée des entrants non qualifiés sur le marché du travail, des chômeurs découragés, des "indépendants" ubérisés, se trouve exclue ou tenue en lisière de cet échange. En effet, le processus d’inessentialisation de la force de travail— c’est-à-dire le fait que l’exploitation de la force de travail n’est plus au centre de la valorisation du capital — vient désormais bouleverser l’ensemble du "système-salariat", clé de voûte pourtant de la dynamique capitaliste depuis bientôt un siècle, en Europe de l’Ouest tout du moins.

Ce n’est donc pas un hasard si les retraités se sentent atteints ; ils le sont certes dans leur porte-monnaie, mais aussi parce qu’ils ont l’impression d’une fin de partie et d’être les derniers des Mohicans.

Par ailleurs, mais de manière complémentaire, c’est la notion de « service public » qui a son tour ne fait plus sens car si ces services publics existent encore, même sous un statut privatisé pour tout ou partie d’entre eux, ils ont été vidés de leur ancienne mission d’administration étatique des biens et des services nationaux ce qui fait que plus personne, en dehors de leurs agents, ne peut les défendre. "L’opinion publique" n’en perçoit plus que les dysfonctionnements (retard des trains, attentes dans les hôpitaux, non remplacement des maîtres et surcharge relative des classes, inscriptions chaotiques à l’université, problèmes récurrents de suivi à la Poste).

C’est le cas pour la SNCF. Le statut spécial était non seulement le fruit des luttes de classes, mais aussi celui d’une fonction collective de certaines entreprises et de ses agents dans le procès de reproduction des rapports sociaux. Or, c’est cette dernière fonction collective qui devient caduque avec la mise en concurrence des différents réseaux de transport et avec lui le régime spécial qui lui était afférent dans un contexte monopolistique.

Il s’ensuit que la "défense des acquis" perd aussi son sens puisque ces acquis n’apparaissent plus comme cumulables et universels (le droit du travail s’appliquait à tous, les conventions collectives réalisaient une harmonisation par le haut), mais au contraire comme conjoncturels et particuliers. Dans le moment politique actuel, que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur public, l’État impose une dépolitisation des luttes. Il n’y a plus d’ennemis au couteau entre les dents avec un parti communiste réduit à peau de chagrin et des salariés quine demandent que le maintien du statu quo. La demande de plus d’État qui apparaissait encore clairement en 1995 semble moins nette aujourd’hui. L’élection et la relative popularité de Macron tiennent justement à l’ambivalence qu’il renvoie sur le rôle de l’État, dans sa forme réseau ; une ambivalence largement partagée dans la population.

L’heure est donc à la gestion de ce qui n’apparaît plus que comme des différends d’ordre privé parce qu’ils ont perdu leur légitimité sociale de lutte dans la société capitalisée. Les grèves des années 1960 à 1979 (la grève de la sidérurgie française, des ouvriers de Fiat ou des mineurs anglais ferment le ban) ont ainsi été les dernières grèves "légitimes" de la société de classes, légitimes pour la classe dominante, même si cette légitimité était reconnue à contrecœur ; légitimes pour les salariés aussi, même quand il ne s’agissait pas de leur propre grève (rappelons-nous le soutien aux salariés de Lip des années soixante et dix ; le sens du "Tous ensemble" de 1995 et les **"**grèves par procuration**")**.

C’est ce qui change dans la société capitalisée d’aujourd’hui où la grève n’a plus aucune légitimité ni pour les patrons qui, globalisation et mondialisation obligent, hurlent à la mort de leur compétitivité, ni pour l’État qui dénonce le corporatisme des grévistes (cf. la réforme des statuts spéciaux et de la SNCF), ni pour les salariés qui récriminent contre leur "prise en otage" par les grévistes, ni pour les chômeurs et précaires qui envient des salariés garantis car ils ont bien de la chance de…

La fonction syndicale ne fait plus médiation parce que la société capitalisée a absorbé l’ancienne société civile. Quand le syndicat existe encore, c’est en tant que puissance qui participe directement au niveau I de la domination, celui de l’hyper-capitalisme, comme c’est le cas en Allemagne, au Danemark ou en Suède et c’est à partir de cette puissance qu’il peut revendiquer et négocier au niveau II de la nation ou de la région comme tente de le faire le syndicat de la métallurgie allemand pour la baisse de la durée du travail. C’est ce qu’avait compris depuis longtemps un syndicat comme la CGT-FO, mais son problème actuel est de diriger par le haut des organismes paritaires devenus tendanciellement obsolètes. C’est ce qu’a compris aussi la CFDT depuis son recentrage et la ligne initiée par Nicole Notat. Prendre en compte la crise du travail et du salariat et donc la nécessaire réforme de la Sécurité Sociale (financement par l’impôt, CMU, etc), la réforme du contrat de travail pour assurer la flexisécurité, tout ça n’a pas besoin de passer par la mise en scène syndicale (type CGT) de la conflictualité de classe. On peut en faire l’économie. C’est du moins ce que pense Jean-Michel Blanquer, ministre de l’Education nationale quand il déclare au journal Le Figaro, (19 mars 2018) : « On n’a pas besoin de grève en France ».

Le conflit est donc mis hors jeu et la médiation n’a plus lieu d’être ou, plus exactement, la médiation se fait médiateur, gestionnaire d’intermédiaires, et tout conflit est perçu comme résultant d’un défaut de communication dans une société capitalisée qui se conforme au modèle du réseau impulsé par les nouvelles technologies de l’information et de la communication.

Certes, certaines grèves comme celle dans les Ephad semblent dures parce que longues et relativement médiatisées, mais il est difficile de mesurer leur impact effectif car se déclarer en grève ne signifie pas forcément bloquer le fonctionnement de l’institution. En effet, ce blocage nécessite un dépassement de fonction contredisant justement l’éthique du travail qui accompagne l’idée de service public ou diverses formes de "travail social".

A la SNCF, la ligne de démarcation semble passer entre une base qui pousserait à la grève reconductible coup de force et des syndicats qui penchent pour une grève perlée plus économe financièrement, moins bloquante, mais plus désorganisatrice peut être dans la mesure où elle rendra plus difficile la réquisition des cadres et des "jaunes". Mais l’essentiel ne nous paraît pas être cette opposition si elle est prise comme opposition entre deux positions de principe, mais plutôt de savoir comment le rapport de force sur le terrain détermine ce qui pourrait rendre ces actions à la fois offensives et effectives. Indépendamment des présupposés politiques qui peuvent opposer d’une part, des militants prêts à prendre des positions maximalistes et de l’autre des syndicats tenus par la nécessité de ne pas élaborer de stratégie en dehors du cadre de la recherche d’une négociation, c’est bien la volonté d’aller à la bagarre qui doit être le critère de vérité de la stratégie de lutte à adopter. C’est-à-dire qu’avant même de parler en termes de rapport de forces, il faut recenser et apprécier comment le mécontentement se transforme de la récrimination en colère ou révolte ; en force, avant même d’apprécier le rapport de forces et donc la conduite à suivre.

Article paru dans Temps critiques

* Leçons de Grève

*Par Saûl Karsz*

Les grèves actuellement en cours en France et ailleurs nous rappellent deux données majeures. Nullement les seules à considérer, elles s’avèrent toutefois suffisamment importantes pour les mettre en exergue.

*Première donnée*. Une grève met sur le devant de la scène un fait incontournable, souvent escamoté ou, ce qui revient au même, tenu pour normal et évident. La reproduction de toute activité productive - dans un secteur ou dans la société dans son ensemble - dépend fondamentalement de l’effort des travailleurs, de leur participation soutenue et efficace à la transformation des matières premières en produits susceptibles de satisfaire des besoins ou de fournir des services. Pour ce faire, ces travailleurs louent à des employeurs leurs compétences techniques et leurs savoir-faire professionnels en échange d’un revenu, tout en y aliénant des pans significatifs de leur vie et de leur temps, de leurs affects et de leurs pensées. Ils le font car, sur ce qu’on appelle le marché du travail, ils y sont tenus pour continuer à vivre, eux personnellement et leurs proches. La grève signe l’interruption plus ou moins radicale de ces flux. C’est un des moyens des salariés pour tenter de changer l’ordre des choses.

Cela dit, à quelques nuances près, personne n’ignore cette première donnée. Quitte, cependant, à insister sur le rôle stratégique des entreprises commerciales, industrielles, financières - leur existence conditionne la réalité du travail et des grèves. Voilà une affirmation empiriquement vraie et structurellement fausse. Si l’entreprise produit, c’est bien par les salariés qu’elle emploie et les ressources matérielles et intellectuelles qu’elle mobilise ! A défaut, il s’agit d’un mot parfaitement creux - tel qu’illustré par un certain discours ambiant, l’entreprise étant érigée en entité (Entité ?) trans-humaine et neutre. Les doctrines du management ne sont pas étrangères à cette naturalisation. En réalité, l’entreprise constitue une modalité socio-historique (modifiable) d’organisation, utilisation et gestion des compétences, des configurations psychiques et des ressources disponibles - une manière de produire et de faire produire, d’offrir - sous conditions - des satisfactions typiques et typées vis-à-vis de certains besoins et de certains services. Elle n’est pas indispensable à toute forme possible de production mais juste à sa forme capitalistique.

***Deuxième donnée***. Il faut tenir compte des effets subjectifs et objectifs des grève***s***, leurs préalables et leurs conséquences. Mille choses, banales ou stratégiques sont rendues possibles ou interdites par une grève. On sait que les média en font partie, qui ne cessent d’informer, d’interpréter, d’orienter. Des individus, groupes et institutions sont sommés d’adopter une position : « pour », « contre » ou, croient-ils, « sans opinion ». Il y a ceux qui, sans prendre part directement aux grèves, y participent en colportant certains points de vue en la matière et en accommodant leur vie quotidienne de manière à ne pas gêner les grèves en cours, ni à culpabiliser les grévistes. Il y a ceux pour qui la grève est faite uniquement de revendications corporatistes, passablement inactuelles, indifférentes aux dégâts occasionnés : leur souci est de continuer une vie la moins altérée possible par ce qu’ils tiennent pour des désagréments… Liste incomplète, bien sûr. Elle nous apprend à considérer les actes de grève : arrêt d’un secteur d’activité, alliances et scissions, défilés, occupation de locaux, négociations, impact sur d’autres secteurs. Et à considérer tout autant la vaste agitation que ces actes provoquent, la normalité qu’ils interrogent, les malaises, satisfactions et prises de conscience qu’ils induisent sur les plans médiatique, politique, économique, personnel, familial, public, privé… Pareille agitation ne relève pas du contexte périphérique des grèves. Elle en fait partie, tel un indicateur significatif : les revendications satisfaites ou au contraire refoulées ne suffisent pas à caractériser le triomphe ou l’échec de la grève. Satisfactions ou refoulements restent déterminants, bien entendu. Sans aucunement épuiser la question. Appelons «grève» la pointe émergée la plus évidente, et aussi la plus équivoque, de mouvements qui s’appellent sociaux parce que, peu ou prou, ils excèdent les événements qui les portent sur le devant de la scène. Une grève est une manière de plaque tectonique en mouvement au sein d’une société. La confondre avec les petits et grands inconvénients subis par des individus et des familles dans leur quotidien rabaisse une expérience historique en un banal avatar domestique. Auquel cas il faut se demander qui, quels points de vue, quels groupements ont intérêt à pareil rabaissement… Et même ainsi, adhésions et rejets sont et restent politiquement connotés et idéologiquement codés. Car le domestique n’est pas justiciable d’une compréhension exclusivement familiale, sinon familialiste - les enjeux sociaux ne logent pas seulement à l’extérieur des questions privées. Une grève de transports dérange la vie quotidienne tout en dérangeant certaines postures à propos de la normalité de cette vie, sa logique et son sens. C’est précisément ce qu’il faut comprendre, si on veut agir en connaissance de cause.

*Article paru dans www.pratiques-sociales.org*

* Au Restaurant Gîte des Monges (nouvelle)

*Par Hervé Mesdon*

Dominique et moi avons notre table dans un angle de la grande salle de restaurant du gîte. Du bar, Lucile vient nous apporter l’apéro qu’en passant on lui a commandé. Je la trouve à mon goût Lucile, pas de celles qui croient qu’il y a un air de serveuse à se donner, elle vous fait ça avec désinvolture. Elle me plait ainsi. Je n’aime pas les gens qui ressemblent à leur emploi, les caméléons du boulot. D’autres tables se garnissent. Dans le fond de la salle, un couple, sur l’îlot de la sienne, indifférent à ce qui se passe autour a déjà entamé une parade amoureuse qui fait plaisir à voir. De tout l’espace de la table qui les sépare à peine et qu’ils électrisent de leur réciproque attention, ils se disent l’inutilité des mots pour se parler d’amour.

Trente cinq, quarante ans. De longtemps déjà revenus des premières effusions, amateurs éclairés rempilant ici pour la énième fois avec pour bagages chacun, d’autres actes témoins du récit des tendresses. Ils ont trouvé leur point d’équilibre. Ils flottent, décrivent les orbites de leur quête, sur des eaux turbulentes, se font du bord à bord. Ils ont mis leurs certitudes au centre de la table et se frottent à elles, à poils longs comme chat et chatte. Leurs yeux, guéris des autres et, entiers, rivés, à quatre, s’inventent à un jeu qu’ils connaissent par cœur le chant de leurs désirs. Leurs doigts ; sur la table emmêlés, miment en tout petit les ajustements de l’étreinte. Leurs paroles : bues dès leurs lèvres franchies, bues et magnifiées. Pour chacun, son souffle et ses dosages se mettent en mémoire dans le souffle de l’autre. Ils payent leurs fantômes ceux-là, au comptant, à prix fort. Ils se donnent le temps d’acérer leurs élans.

Près de la porte un autre couple est accompagné de deux enfants. La femme a sous son regard l’ensemble de la salle. C’est clair que c’est pour cette raison qu’elle a choisi cette place. Elle en profite. Elle a repéré les amoureux et elle ne les lâche plus. Drapée dans la respectabilité de son deux marmots-mari-cuisine, du coin de l’œil, de l’air offusqué de celles qui ont quand même des principes et des bonnes manières, de celles qui ont conscience de ce qui peut se faire en public, elle ne manque pas une miette de leur manège. Son mari est en face d’elle. D’ici je ne vois que son dos arrondi et quand il redresse la tête, la tonsure d’une calvitie déjà bien avancée. En sandwich entre les rappels à l’ordre aux deux loupiots, elle lui fait à voix basse avec des mines qui en disent assez long, des commentaires sur « les galipettes de ceux de la table du fond ».

D’autres arrivent encore : touristes enshortés, trois jeunes femmes parfumées de soleil, rieuses et bavardes. Puis c’est un groupe d’ouvriers qui travaillent plus haut dans la montagne à la canalisation du Vanson. Ils ont leur table réservée, leurs habitudes. Ils sont chez eux, bruyamment. Ils n’ont pas à se donner l’air d’être au restaurant. Un peu plus loin, une dame âgée, seule, un peu voûtée, se paye la coquetterie d’un sourire définitif. La surface de sa table est organisée avec minutie : sur sa droite une boite de médicaments, devant elle une paire de lunettes, une pochette de cuir tout près de son verre.

Mon apéro m’a échauffé l’esprit et le sang avec juste ce qu’il faut de légèreté. Dominique me raconte sa balade de ce matin dans les marnes et sa rencontre avec, elle ne sait pas si c’était un chamois, un chevreuil ou un isard.

-Mais tu ne m’écoutes même pas, on dirait !

-Si, si, je t’écoute.

Je me concentre sur le récit de Dominique.

La salle est comble maintenant. Circuits des yeux, parcours des mains autour des plats, courbes des dos, voix assourdies ou bien timbrées au contraire, tintements, raclements, chuintements des couverts, ce sont les signaux qui s’entremêlent de l’infinie complexité de chacun, chacun les livrant ici comme sans y penser. Quelle paix intérieure tout à coup par ce grésillement de mille petits bruits domestiques ! Par quelle mystérieuse alchimie, en ce lieu si commun se fabrique cette sorte de bien-être collectif, indifférent et chaud à la fois, cette intime compréhension immédiate des autres, de ce qui en fait «mes semblables» ici, alors qu’ailleurs, en d’autres circonstances, pris un à un, beaucoup d’entre eux m’auraient peut-être été absolument insupportables ? Etre à leur bord, c’est cela que j’éprouve. Je suis à leur bord, pas forcément de leur bord. Ici aussi il doit bien y avoir bon nombre de ronronneurs de conneries. Solidarité  de ceux embarqués sur une même galère pour, quoi qu’on en dise, affronter les mêmes monstres. Ce compagnonnage pas trop exigeant me plait. J’y suis bien sans me forcer, sans outrance et sans masque. Plaisir rare. Nous sommes sortis sur la terrasse pour prendre le café. Je ne comprends pas. J’ai l’impression que Dominique me fait la gueule.

* L’Europe et ses Temporalités

*Par Michel Rogalski*

À l’approche des élections européennes chacun formule déjà ses propositions d’une autre Union européenne, tant l’actuelle construction – pour différentes raisons – suscite un sentiment de sourde hostilité. Car malgré l’apparence d’un vote à la proportionnelle à un tour, il s’est insinué depuis la dernière élection la pression délétère d’un «vote utile» : le Président sera désigné par le groupe qui aura le plus d’élus. Or celui-ci joue un rôle loin d’être négligeable face à ceux de la Commission et du Conseil. C’est pourquoi beaucoup s’activent à se rassembler pour y aller ensemble.

**L’ombre du vote de 2005**

Les termes du débat restent pour l’essentiel structurés par l’immense confrontation qui avait saisi et passionné la France en 2005 lors du du referendum constitutionnel sur l’Europe. Le NON l’emporta nettement et cliva la France en deux blocs portant la division jusqu’au sein des socialistes et des gaullistes. Chacun avait compris que ce qui se jouait serait durable parce que «gravé dans le marbre» pour reprendre une expression qui fit florès à l’époque. Effectivement, inscrire dans la constitution des pans entiers de politique économique signifiait les sortir des aléas du débat et de la conjoncture politiques et ainsi les sanctuariser pour les tenir loin des errances populaires. Les États membres pourraient virer à gauche à loisir sans que cela influence la politique européenne. Les bourgeoisies et les oligarchies financières du continent avaient ainsi inventé une mécanique géniale les mettant à l’abri du risque de l’oscillation du balancier politique désormais devenu homéopathique car limitée dans ses conséquences par les traités qui s’étaient empilés - Acte unique, Maastricht, Pacte de stabilité - le tout repris et rassemblé dans le corset du Traité de Lisbonne et complétés et aggravés par ceux découlant de la gestion de la monnaie unique prévoyant à travers le TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) l’obligation aux gouvernements de faire viser par Bruxelles leur projet de budget avant de le soumettre à leur propre Parlement. Le « cercle de la raison » avait de beaux jours devant lui. Ainsi Jean-Claude Juncker, président de la Commission, put s’adresser aux Grecs rétifs vis-à-vis du plan de la Troïka, en leur assurant «qu’*il ne pouvait y avoir de choix démocratique contre les traités européens déjà ratifiés*» confirmant ainsi que le «Mur de l’Europe» avait remplacé le «Mur de l’argent» des années 20 et que les Traités européens représentaient le nouveau plafond de verre pour la démocratie et le changement social.

Le NON était composite car un referendum impose une réponse binaire et laisse peu de place aux nuances. Ainsi se mélangea dans les urnes un NON de gauche et un NON de droite portés par des partis qui avaient compris que leur programme n’était pas eurocompatible et, que parvenus au pouvoir, Bruxelles ne leur laisserait jamais l’appliquer. Pour les uns politique économique, monétaire et sociale, pour les autres valeurs sociétales et dérives identitaires faisaient obstacle. L’urne mêla eurosceptiques et anti-européens. Dix ans plus tard, le score du Front national, qui arriva en tête aux élections européennes, révélera que les seconds avaient réussi à hégémoniser le NON en leur faveur. Les diverses élections que connurent les États membres confirmèrent cette tendance.

Le OUI rassembla tous ceux qui avaient compris le piège de la constitution sanctuarisée et y adhéraient parce que leur parti politique se trouvait en phase avec les orientations proposées et y voyait un moyen de les pérenniser. Le texte adopté pourrait servir de rempart sur lequel s’adosser pour imposer leurs projets de réformes de mises en cause d’importants acquis sociaux et débarrasser ainsi la société française de ses scories qui la rendaient, aux dires du patronat, impropre à affronter la concurrence internationale ou celle, «libre et non faussée» de l’Union européenne. La révision des traités nécessitant l’unanimité des 27, le verrouillage était parfait et ces traités pouvaient s’apparenter à un« réducteur d’incertitude ».

**Repenser le *rapport* à l’Europe**

Pour l’essentiel, malgré la crise de l’euro, les désordres migratoires, l’expérience grecque, le Brexit, le cadre de l’analyse qui s’est dégagée en 2005 reste valable. Deux choses ont néanmoins changé : le renforcement les courants nationaux-populistes et la prise de conscience qu’il n’y aurait pas de « grand soir » européen tant la machine européenne présentait une force d’inertie redoutable. Les deux dernières présidentielles ont révélé des questionnements sur la possibilité d’appliquer un programme dans le cadre d’une Union européenne hostile et capable de résister à aux changements voulus. La réflexion s’est infléchie et a invité dans le débat la question du *rapport à* l’Europe et non plus seulement la question de sa *nature*. Bref, en attendant qu’elle change quels types de rapports entretenir avec elle ? Il en va de la crédibilité de tout programme.

Ainsi la question européenne s’est dédoublée en deux volets : quelle autre Europe et comment y parvenir ? Quelle relation entretenir avec elle en attendant qu’elle change ? Chaque question relève d’une temporalité différente. L’urgence des changements nationaux ne permet plus de les conditionner aux changements espérés à Bruxelles.

La première question découle du constat que la nature de la construction européenne trouve son origine dans ses fondements historiques qui ont marqué durablement son ADN en donnant la priorité au marché sans considération aucune de la démocratie ou du social. L’Europe devait ainsi toujours avancer, mais sans que l’on sache vers quoi. Comme si les buts devaient être dissimulés. Jacques Delors osa même affirmer qu’il fallait «avancer masqué» au risque évident de faire chuter le «sentiment européen» et l’adhésion des peuples. Reprendre sur de toutes autres bases le processus de la construction européenne réclame une grande patience et relève de la politique des petits pas, avec des avancées et des reculs. Cela exige de préserver pour chaque pays l’éventail des possibles et rendre l’Europe compatible avec ces aspirations voulues par le peuple de tout état-membre. Chaque peuple doit pouvoir choisir son destin et disposer du droit de ne pas se sentir engagé par une décision européenne qu'il refuse dans sa majorité. La démocratie doit pouvoir peser contre les traités européens. L’Europe ne doit plus être une Sainte alliance opposée à toute volonté de changement, mais doit devenir permissive de toute espérance.

Le continent européen constitue l’espace du monde où l’interdépendance, l’imbrication des économies, les dépossessions des décisions ont été les plus poussées. C’est la zone où la mondialisation a été la plus exacerbée au point d’en devenir le laboratoire avancé condensant tous ses excès. L’invocation d’une Europe protectrice de la mondialisation – qu’on croyait encore heureuse hier ! – s’avère une tromperie, comme l’idée qu’elle pourrait adoucir une mondialisation brutale. En s’élargissant à 27 pays, l’Europe a brutalement modifié les conditions de la concurrence en créant un espace ou les salaires varient de 1 à 10, rendant la concurrence délétère. Elle change de visage dans un ensemble disparate. Le choc n’est pas entre des marchandises mais entre les conditions dans lesquelles elles sont produites. On importe ainsi dans le fonctionnement de l’Union européenne les pires travers de la mondialisation.

La mise en œuvre d’une véritable alternative de gauche porte en elle les germes d’un affrontement avec le carcan européen constitutionnalisé. Elle est lourde de désobéissances, de résistances, de bras de fer, de confrontations, de renégociations. Aucun programme politique de gauche ne sera crédible s’il n’explore pas cette temporalité. Celle qui, sans abandonner l’espoir de changer la nature de l’Europe, pose la question de l’application d’un programme de changement social malgré l’Europe telle qu’elle est. Mitterrand tint deux ans avant de troquer le changement social contre la construction européenne et d’ouvrir la parenthèse de l’austérité, Jospin résista trois semaines et Hollande 48 h. Il s’agit de définir les mesures structurantes qu’il conviendra de prendre dans les cent premiers jours, probablement face à Bruxelles. C’est dire combien le débat doit être public pour associer l’opinion. Aujourd’hui, la gauche doit tenter de donner une réponse convergente à cette question et surtout ne pas chercher à l’éluder au prétexte qu’elle pourrait diviser.

*Paru dans la revue Recherches internationales* [*http://www.recherches-internationales.fr*](http://www.recherches-internationales.fr)

* Veillée d-Armes

*Par André Bellon*

Faire la guerre n’est pas un acte anodin. La faire au nom de la justice peut se révéler salutaire, mais l’Histoire a prouvé les dangers et les manipulations qui entourent ce genre d’entreprises. Sans rien de ses alliances, la France a longtemps refusé d’être enfermée dans un camp. C’est le général De Gaulle et le discours de Phnom Penh en 1966, c’est Jacques Chirac et le veto à l’intervention en Irak en 2003. La diplomatie française a longtemps fait du soutien au multilatéralisme, particulièrement aux principes de la Charte des nations-unies, un des piliers de sa politique étrangère. C’était à la fois une question de principe et un positionnement stratégique.

Les récents évènements marquent-ils un changement radical de la politique internationale de la France ? Certes et avec raison, les motifs de détestation du régime de Bachar ne manquent pas, ce qui ne justifie pas le soutien de fait à des adversaires tout aussi abominables. Certes, les soupçons d’utilisation d’armes chimiques condamnées par le droit international existent depuis l’origine, mais la question reste de savoir qui en apporte les preuves et si les accusateurs sont réellement impartiaux. Tout cela n’est malheureusement pas nouveau -*rappelons-nous Colin Powell et sa fiole*- et s’inscrit dans une logique guerrière dont nous connaissons les risques d’escalade. Plus grave encore, les organes internationaux, particulièrement l’Organisation de Nations-Unies, nés de la volonté de prévenir les conflits, semblent destinés à être les premières victimes des affrontements théâtralisés en cours et à perdre leur rôle de garants de la paix et de la sécurité collective.

La France, par la voix d’Emmanuel Macron, semble vouloir, pour la première fois depuis la fin de la guerre, participer à une action armée sans un quelconque aval du Conseil de sécurité, pourtant saisi du dossier. Plutôt que d’entrer dans cet engrenage, la France se hausserait à proposer l’exploration de pistes diplomatiques conformes aux principes du multilatéralisme. Ne pourrait-elle prendre des initiatives avec d’autres membres du Conseil de sécurité, en particulier la Chine qui a marqué une certaine réserve lors des récentes réunions ? Ne pourrait-elle appeler à des forums des pays concernés, avec la Turquie ou les pays signataires des conventions sur l’interdiction des armes chimiques pour faire les vérifications nécessaires ? Ne pourrait-elle, en un mot, plutôt que de participer a priori à la rhétorique guerrière, montrer la force historique de sa diplomatie, marquant sa capacité une puissance indépendante, fidèle à ses alliés, mais interlocutrice de toutes les parties ?

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction en chef** : João Silveirinho **Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/

 *Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Jacques Wajnsstejn, Louis Weber, Louie Wyler, Eugenio Raul Zaffaroni, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard,*

*Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise :**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira*

Bonus : Glanés dans le Journal People de Benoist Magnat





Glanés sur le net





Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !